

Communiqué hib

114/2007

Date : 30.04.2007

[[Page d'accueil](#)] [[Page suivante](#)]

heute im Bundestag [aujourd'hui au Bundestag] - 30.04.2007

Dégager des marges pour l'évolution démographique par la voie du désendettement

commission des finances/

Berlin: (hib/VOM) La consolidation des budgets publics en Europe est indispensable pour faire face aux défis auxquelles sont confrontées les sociétés européennes du fait de l'évolution démographique. C'est ce dont ont convenu les participants à la conférence des présidents des commissions des finances des parlements des États membres de l'UE, du Parlement européen et des parlements des candidats à l'adhésion à l'UE, qui s'est tenue ce lundi matin. Le président de la commission des finances du Bundestag, Eduard Oswald (CDU/CSU), a accueilli les participants de 20 pays à cette deuxième conférence des présidents de commission. La première du genre s'était tenue au printemps dernier à Vienne. La rencontre organisée à Berlin dans le bâtiment Paul-Löbe était résolument placée sous le signe de l'évolution démographique dans l'UE, de la pérennité des finances publiques – liée à cette question –, ainsi que de la stabilité des marchés financiers. Le ministre de la Chancellerie, Thomas de Maizière (CDU), a parlé d'une « évolution historique sans précédent », dont les répercussions pourraient être comparées à celles de la guerre de Trente ans. Depuis plus de trois décennies, le nombre des naissances en Europe est si faible que la population diminue. Et si l'on compte aujourd'hui un retraité pour quatre actifs en Allemagne, le nombre d'actifs par retraité ne devrait plus être que de deux en 2050 – et même un et demi, pour être plus précis. Refusant, à cet égard, de parler de « vieillissement », le ministre a surpris ses auditeurs par un néologisme : « Unterverjüngung » (rajeunissement insuffisant). Il a par ailleurs estimé que la politique ne pouvait exercer qu'une influence limitée sur cette évolution. M. de Maizière a enchaîné en insistant sur la nécessaire poursuite de la consolidation des budgets publics. Les systèmes d'assurance vieillesse doivent faire l'objet d'une réforme structurelle et il faudrait améliorer le contexte en matière de croissance et d'emploi. L'Allemagne mise entre autres sur l'allongement de la durée de la vie active et sur une prévoyance retraite complémentaire, couverte par le capital et dont disposent déjà 60 % des travailleurs. Dans le même temps, la stabilité des marchés financiers acquiert une importance croissante. À ce propos, M. de Maizière a pointé l'initiative allemande pour une plus grande transparence des fonds spéculatifs. Le gouvernement allemand aspire à un engagement volontaire du secteur et inscrira cette thématique à l'ordre du jour de la réunion des principales nations industrialisées (sommet du G8), qui se tiendra en juin sur la côte baltique. Le président de la commission des finances du Bundesrat et ministre des finances de Rhénanie du Nord-Westphalie, Helmut Linssen, a déclaré que, depuis 2003, le déficit de naissances, qui s'accroît à un rythme effréné, ne pouvait plus être compensé par l'immigration nette. Barbara Hendricks (SPD), secrétaire d'État parlementaire auprès du ministère fédéral des finances, a toutefois jugé que ces « questions pressantes » ne devaient pousser ni à l'abattement, ni à la panique. Il s'agit, selon elle, de créer des structures pour améliorer l'efficacité économique globale de l'action publique et, par exemple, d'instaurer des règles efficaces en matière de diminution de l'endettement de l'État ou d'œuvrer à une répartition optimale de ce qui relève de l'action des secteurs public et privé. La stratégie double fondée sur la politique économique et la consolidation des budgets, a-t-elle déclaré, est crédible et a entraîné un regain de confiance dans l'avenir de la part des investisseurs. « S'endetter, c'est hypothéquer l'avenir », a souligné Günter Stummvoll, président de la commission des finances du Conseil national autrichien. Dans le dossier de la réforme des retraites, il s'agit de faire passer le message qui s'impose et dire aux citoyens que le monde politique fera tout pour qu'ils puissent travailler plus longtemps. Son collègue italien, Giorgio Benvenuto, mise sur une meilleure intégration du marché financier européen, au sein duquel les capitaux peuvent circuler librement et à peu de frais, moyennant un « niveau de surveillance acceptable ». À ses yeux, il s'agit là d'une politique de protection de la concurrence et des consommateurs. Le Portugal

succédant à l'Allemagne à la présidence du Conseil, le Portugais Mário Patinha Antao a invité les participants à prendre part à la troisième conférence, les 5 et 6 novembre à Lisbonne. À propos du « problème » évoqué par quelques-uns de ses collègues, selon lesquels nombre de ressortissants d'Europe septentrionale et centrale passeraient leur retraite dans le sud de l'Europe, y dépenseraient l'argent de leur pension, mais se verraient forcés de retourner au pays pour y être traités en cas de maladie, M. Patinha Antao a déclaré qu'il conviendrait de pourvoir à l'offre de traitement sur place. Laurent Mosar, président de la commission des finances du parlement luxembourgeois, était l'orateur qui avait le plus insisté sur le fait que son pays exportait quantité de pensions, dépensées par la suite à l'étranger. Pierre Hériaud, député à l'Assemblée nationale française, a déclaré pour sa part que la France « croit à l'avenir », elle dont le taux de natalité est plus favorable que dans d'autres pays. La France est aussi le pays dans lequel les semaines de travail sont les plus courtes et les moins nombreuses à l'échelle de la durée de la vie active. Le ministre de la Chancellerie, M. de Maizière, a jugé que ceci pouvait expliquer cela : en effet, la France est aussi le pays de l'amour et, lorsqu'ils travaillent moins, les gens ont davantage de temps à consacrer à d'autres occupations.